

*Programme d'action politique du Parti de la gauche européenne 2011-2013 adopté par le 3<sup>e</sup> Congrès du PGE  
Paris, 3 au 5 décembre 2010*

## **Feuille de route pour une Europe sociale**

### **Propositions d'actions communes pour la résistance et l'alternative en Europe**

Le 3e Congrès du Parti de la gauche européenne se tient alors que des sacrifices de plus en plus insupportables sont imposés aux peuples européens. En effet, dans la grande majorité des pays européens s'appliquent des programmes de réduction des dépenses publiques, de supra-austérité, de libéralisation des services publics et du marché du travail. Pour généraliser ces politiques, les pays, avec la complicité totale des gouvernements, sont placés sous tutelle par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et d'autres institutions comme le FMI.

Ces politiques sont présentées comme une réponse nécessaire à la crise économique et financière. Mais celle-ci est la crise du capitalisme dans sa forme actuelle, financier et mondialisé. Cette crise s'étend à l'environnement, à l'énergie, à l'alimentation, à la culture et aux valeurs morales. C'est pourquoi elle se manifeste à tous les niveaux politiques et dans toutes les sociétés régies par le mode de production capitaliste et, de ce fait, au sein de la construction européenne avec ses orientations actuelles, ses politiques néolibérales et ses institutions.

Le problème actuel de la dette constitue une nouvelle phase de cette crise durable. Elle a ses racines dans les évolutions économiques et sociales des trente dernières années. Cristallisant l'ensemble des facteurs de crise, elle affecte maintenant de plus en plus la vie quotidienne des populations.

Nous, Parti de la gauche européenne, avec les autres partis et organisations socialistes, communistes et rouges-verts qui constituent la Gauche européenne dans sa pluralité, nous nous opposons à ces politiques et à ces structures néolibérales appliquées à l'Union européenne au travers des traités successifs, jusqu'au traité de Lisbonne.

La responsabilité de cette politique revient à la coalition constituée par les partis conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates européens qui ont dirigé l'Europe et les pays européens pendant ces années. Nous voulons créer une alternative politique à ce modèle néolibéral. Face à cette généralisation de l'austérité, de nouvelles résistances se développent à travers l'Europe. C'est un immense défi pour le PGE d'encourager cette résistance, de montrer de possibles alternatives et de faire émerger un mouvement en faveur d'une logique alternative pour une société solidaire. Nous le faisons au nom d'une Europe sociale, écologique et pacifique.

La volonté d'appliquer à marche forcée le pacte de stabilité et l'Agenda UE 2020 sur le modèle des programmes d'« ajustement structurel » du FMI ne prépare pas une sortie de crise : au contraire, la perspective est à une aggravation des distorsions, des tensions, de l'autoritarisme et des inégalités sociales.

Il y a un risque d'affaiblissement des économies, d'aggravation massive de la pauvreté et de la précarité, de destruction du modèle social et civilisationnel européen.

Il y a un risque de nouvel enfoncement de la zone euro dans la crise, sans oublier les problèmes inextricables imposés à d'autres pays, tels le Royaume-Uni, la Hongrie, la Roumanie ou les pays Baltes.

Il y a un risque d'incapacité à relever les défis lancés par la question écologique.

Il y a un risque grave d'étranglement de la démocratie, de « gouvernance » autoritaire des États membres selon les intérêts des marchés, avec la mise sous tutelle des économies des pays européens par la Commission européenne, la BCE et le FMI.

Il y a un risque déjà bien tangible d'accentuation de la crise de légitimité de l'Union européenne, de perte de confiance dans l'idée européenne de la part des peuples méprisés, écrasés, niés dans leur volonté de faire respecter leurs droits et leur liberté de décider de leur destin, d'attraction des thèses de repli nationaliste prônées par l'extrême droite.

Il y a un risque croissant pour un « vivre ensemble » pacifique des peuples et des minorités nationales dans l'Union européenne et ses pays membres avec des conséquences dangereuses sur l'égalité des femmes et des hommes, une tendance à un retour en arrière dramatique sur les acquis récents ou anciens en faveur de la démocratie de genre et de la non-discrimination de toutes les minorités au sein de l'Union européenne et au-delà. Le soutien social est de plus en plus délégué aux familles, c'est-à-dire qu'il revient le plus souvent aux femmes, comme une tâche non rémunérée. C'est pour beaucoup de femmes une source de pauvreté et manque d'indépendance économique.

Ce n'est pas aux peuples européens, aux salariés et aux privés d'emploi, aux jeunes scolarisés ou en formation, aux plus âgés, aux femmes, aux enfants, aux personnes malades ou handicapées, aux pauvres et aux couches moyennes de payer cette crise. Non, nous l'affirmons : le temps est venu d'un changement profond de politique. Ce changement de politique doit faire en sorte que ceux qui sont responsables de la crise soient contraints à en payer le coût. Une régulation durable doit être développée pour que le système bancaire et de crédit soit placé sous contrôle public et réorienté en direction d'objectifs sociaux et écologiques. Des mesures concrètes peuvent et doivent être prises pour dégager les politiques de l'Union européenne et des gouvernements de l'emprise des marchés financiers, pour renverser la logique de la finance au profit d'une nouvelle logique de développement humain fondée sur le progrès social et l'écologie.

C'est cela, la voie du réalisme aujourd'hui. C'est cela, la voie de l'intérêt des pays européens et de leurs peuples. C'est avec la volonté constructive de définir de telles mesures alternatives avec lesquelles engager le plus large débat avec les citoyens et d'organiser des luttes communes que nous avançons les propositions qui suivent. Des propositions qui ne sont pas à prendre ou à laisser, qui ont vocation à évoluer au fur et à mesure des étapes de ce combat commun, qui sont soumises au débat de toutes les forces politiques et sociales et des citoyens européens.

### **1. Le temps est venu d'une démocratisation profonde de la politique européenne.**

Le Parti de la gauche européenne a la responsabilité d'exiger une démocratisation des institutions européennes ainsi qu'un changement profond des politiques européennes, et cela en un double sens : premièrement, pour avoir un contrôle véritable des transferts de capitaux et, deuxièmement, pour supprimer les inégalités territoriales en permettant un développement équilibré des différentes régions.

La crise actuelle est aussi une crise politique. Trop souvent, les décisions sont prises sans les salariés. Ils font l'expérience que l'Union européenne est une construction lointaine, incompréhensible et dirigiste qui ignore leur volonté et leurs espoirs. Changer les politiques économique, sociale, environnementale, extérieure de l'Union européenne et des États membres, c'est engager un processus démocratique basé sur la participation active des peuples et des parlements nationaux et européen, sur l'exercice de nouveaux droits et pouvoirs d'intervention des salariés. Nous nous prononçons en faveur de républiques démocratiques dont les lois électorales respectent la représentation proportionnelle. Ce processus de transformation démocratique doit concerner aussi les institutions européennes ainsi que les politiques de l'Union européenne et des autres pays européens. Nous combattons pour la refondation de l'Europe et de l'Union européenne.

Beaucoup de gens considèrent que l'augmentation de la pauvreté est un défaut imputable à l'Union européenne. Si l'Union européenne n'est pas capable d'arrêter la spéculation, qui en est capable ? Il n'existe pas de solutions nationales ou « eurocentriques » en opposition aux intérêts des autres peuples d'Europe et du monde qui puissent créer une égalité sociale. Sans solidarité ni coopération au travers des frontières nationales, nous n'aurons pas la possibilité de définir les politiques de notre avenir. Nous sommes certains que la responsabilité sociale ne peut s'exercer qu'au moyen de la coopération, et non par la concurrence.

Les manifestations, les grèves et les autres formes de protestation des salariés, des étudiants, des agriculteurs, des retraités dans toute l'Europe montrent que la résistance aux dures mesures d'austérité s'accroît et que de plus en plus de gens exigent une issue à la crise favorable au peuple, à l'emploi et à l'environnement qui permette la stabilité sociale, le plein-emploi, des salaires et des retraites décentes, une éducation, un système de santé, des services sociaux de qualité. Toutefois, ces

protestations resteront infructueuses sur le long terme sans action politique à l'échelle de l'Europe et sans changements profonds de la politique et des institutions de l'Union européenne – ce qui s'exprime souvent par le mot d'ordre : « Une autre Europe est possible ». Le Parti de la gauche européenne continuera d'agir pour renforcer cette aspiration à des alternatives réelles en faveur d'une Europe sociale, démocratique, écologique et pacifique. Beaucoup de gens, y compris hors d'Europe, considèrent que le changement vers un nouveau mode de développement, coopératif et basé sur la solidarité, les principes écologiques et l'égalité de genre, est une alternative souhaitable, essentielle et concrète.

L'humanité dépend d'un usage responsable de ses capacités productives et des ressources naturelles au lieu de leur gaspillage, de leur surexploitation et de leur destruction. L'eau potable, une éducation de qualité, l'autonomie, un travail décent, la préservation de la santé, le dialogue interculturel, la communication moderne, la mobilité ne sont pas du luxe, mais des droits sociaux qui doivent être garantis. Pourtant, beaucoup de personnes se voient refuser l'accès à des services sociaux et publics primordiaux.

Le Parti de la gauche européenne fait campagne pour une alternative politique démocratique de gauche, pour changer la situation à tous les niveaux : local, national, européen et mondial. Nous cherchons des partenaires pour mener ce combat : forces politiques, syndicats, mouvements sociaux, tous ceux qui ont la conviction qu'une autre Europe est possible. Ce qui signifie que nous voulons construire un front social et politique contre le néolibéralisme aux niveaux national et européen. Nous voulons gagner la majorité à cet objectif. C'est pour cette raison que le Parti de la gauche européenne participe aux mobilisations et engage le dialogue avec les forces politiques, les syndicats, le mouvement pacifiste, les associations de consommateurs, les groupes écologistes, les militants de l'égalité et de l'antiracisme, les experts critiques en matière de sciences et de technologies informationnelles, les militants des forums sociaux, les associations culturelles et éducatives. Nous agissons avec les acteurs sociaux engagés dans l'industrie, l'agriculture et la défense des services publics afin de contribuer à rendre effectifs les droits sociaux et politiques du peuple, à établir une Europe ouverte au monde. Nous agissons pour des droits communs des individus, sans distinction de nationalité, de couleur de peau, de sexe ou de langue.

L'exportation d'un modèle dominant l'humanité et la nature pour lequel chaque chanson et chaque goutte d'eau ne représentent que sa valeur en dollars n'a rendu ce monde ni plus sûr ni plus humain. La liberté de l'individu ne justifie ni le droit du plus fort ni les diktats illimités du marché. Le détournement des progrès de la science et de la technologie dans une course à l'« innovation » visant à accroître la rentabilité dans le capitalisme financier est parvenu à mettre en danger notre avenir à tous. L'esprit de libre concurrence, de privatisation et de dérégulation est devenu le facteur politique déterminant depuis l'effondrement du soi-disant « socialisme réel ». Les principes des orientations européennes d'après-guerre tels la coopération sociale, économique et politique et une politique extérieure et de sécurité pacifique commune ont été totalement abandonnés.

Depuis la fin des années 80, avec le Marché unique, le traité de Maastricht et le Pacte de stabilité et de croissance, on a lancé la course au dumping salarial et social au lieu de renforcer les services publics.

Nos institutions publiques sont l'épine dorsale de la démocratie, que ce soit pour l'éducation, la santé, le transport, la culture, les offres de crédit à l'économie régionale ou la fourniture d'énergie au niveau local. Dans cette même période (même après l'élargissement de l'Union européenne), on n'a pas résolu les énormes problèmes de l'emploi, de la pauvreté, des inégalités sociales et de l'agriculture européenne.

Des enjeux cruciaux tels la sécurité énergétique, le changement climatique et le libre accès aux réseaux de communication et d'information n'ont pas cessé de poser des problèmes. L'heure est venue de hausser le rôle des peuples et des parlements en Europe à tous les niveaux dans l'élaboration de la politique législative et le contrôle démocratique des politiques européennes.

La crise du capitalisme, ses modes de gestion néolibéraux, son système impérialiste, la militarisation et les stratégies ultrasécuritaires qui l'accompagnent, marquent profondément les relations internationales et traduisent les limites atteintes par un système d'exploitation, de prédation et de domination qui appelle des transformations démocratiques radicales et de grande ampleur.

D'autre part, la crise multiforme joue un rôle de catalyseur en faveur d'un changement du rapport des forces international avec une contestation croissante de l'hégémonie des États-Unis par des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. qui ne font pas partie des « pays développés » et acquièrent un rôle majeur. Indépendante des États-Unis, l'Union européenne et les pays européens doivent devenir des acteurs internationaux progressistes dans un monde de respect mutuel et de coopération.

## **2. Nous ne paierons pas pour votre crise**

La crise financière et économique internationale a submergé tel un raz-de-marée les problèmes non résolus de l'humanité. Au cours des deux dernières années, les gouvernements des puissances dominantes, celles du G 8 en tête, ont maintenu en vie le système financier mondial au moyen d'énormes sommes d'argent public. Ils ont estimé que leur rôle était de sauver un marché financier mondial en cours d'effondrement. Dans le même temps, ils sont restés indifférents à l'augmentation de la pauvreté et aux défis du changement climatique. Les dettes des budgets publics ont atteint des niveaux record. La crise économique et financière la plus sévère depuis des décennies n'est nulle part près de s'achever. Nos gouvernants n'ont remis en question ni les marchés financiers internationaux qui ont régné sans contrôle, ni l'ordre économique mondial. Des réglementations efficaces qui interdisent la spéculation sur les devises, les aliments ou les biens essentiels n'existent pas. La crise économique et financière qui n'a pas été vaincue constitue un

risque grandissant pour la sécurité : c'est vrai aussi bien pour la vie quotidienne que pour la coexistence pacifique entre les pays.

L'Europe et l'Union européenne sont aussi embourbées dans la crise. Des millions d'emplois ont été supprimés ou sont menacés, pendant que bien des gens sont obligés d'occuper plus d'un emploi pour pouvoir vivre. La précarité et la flexicurité sont plus que jamais une réalité amère. Les problèmes sociaux s'aggravent. Les pays européens, l'Union européenne et la communauté internationale n'ont toujours pas pris de mesures efficaces pour que les spéculateurs financiers paient leur part de la crise. De même, les gouvernements nationaux répugnent à impliquer comme il le faudrait les spéculateurs financiers dans la résolution de la crise, en procédant à l'écrémage des gains sur les rendements des capitaux. Ainsi, leur réponse est nette et précise : les coûts de la crise financière doivent être supportés uniquement par les contribuables et les peuples, notamment ceux des pays les plus pauvres de la zone euro. Pourtant, les causes des dettes nationales dramatiques, notamment en Europe de l'Est et du Sud, mais aussi en Irlande, en Grande-Bretagne, en Islande et dans les pays Baltes, sont aussi imputables à la politique européenne. Or, les pays sont maintenant censés en supporter seuls les conséquences. En outre, ils sont obligés de renoncer à des investissements absolument nécessaires dans l'éducation, la santé et la protection sociale et de procéder à des réductions ultérieures dans leurs services sociaux et leur secteur public. La rénovation des infrastructures publiques devra attendre. Tout cela fait le lit des problèmes sociaux qui surgiront demain. On fait donc le black-out sur le fait que le dumping salarial catastrophique pratiqué pendant des années dans les États membres les plus riches a entraîné dans son sillage des pressions et des erreurs politiques. Les politiques erronées des pays les plus vulnérables sont le reflet de l'orientation exclusive des grands pays vers les délocalisations et l'exportation. Des salaires plus élevés protégeraient aussi les grands pays contre le maelström de l'instabilité financière et des déficits publics de demain ; ils sont une condition essentielle pour mettre en place des clauses sociales antidumping intégrées dans les échanges internationaux. Mais les responsables politiques et leur politique de bas salaires continuent de privilégier le dogme de la compétitivité fondée sur l'abaissement des dépenses sociales.

Aujourd'hui, les peuples sont contraints de payer la note des mesures d'aide aux banques alors que ceux qui ont provoqué la crise sont épargnés. L'idée que la nationalisation des banques est une sorte de blasphème socialiste a été ébranlée. Les États ont pris les établissements financiers sous leurs ailes et certains de ceux-ci recommencent déjà à faire des profits respectables et à spéculer. Pourtant, l'action des gouvernements ne va pas plus loin que le secours aux banques, aux banquiers et à leurs revenus. La redistribution équitable des richesses ne fait pas partie du programme. Les gouvernements procèdent à des « nationalisations » sans mettre en place d'intervention ni de contrôle démocratiques. Par conséquent, ils ne nationalisent que les pertes en augmentant les dettes nationales, en réduisant les investissements et en élevant les charges. Ainsi, ils sont d'ores et déjà responsables des problèmes sociaux de toute nature non résolus.

Comme auparavant, cette « régulation » sert les intérêts du capital financier et non pas ceux de la majorité. La ligne politique en vigueur ne connaît qu'une seule réponse à la crise : piller les coffres-forts publics et aggraver l'exploitation des travailleurs. Elle participe du haut à cette lutte des classes et ne craint pas de plonger dans la misère ceux qui ont des bas salaires, à attaquer ceux qui vivent des allocations sociales et à exercer ces deux actions contre les immigrés et les réfugiés.

Nous sommes convaincus qu'une majorité peut être gagnée à une campagne pour une politique européenne de justice sociale, écologique, démocratique, pacifique fondée sur la solidarité. C'est pourquoi nous rendons publiques d'autres propositions sur la manière de vaincre la crise financière.

## **2. 1. Combattre la crise efficacement – tout de suite !**

L'Union européenne et les pays européens doivent se tourner vers la coopération et contribuer à réformer les systèmes monétaires européen et international. Des secteurs stratégiques, comme le système bancaire, doivent être organisés sur la base de l'appropriation sociale, du contrôle démocratique et de l'accès public. Dans l'Europe néolibérale, nous avons assisté à un processus généralisé d'attaques contre les droits des travailleurs et les salaires. Le Parti de la gauche européenne combat le dumping social. Nous soutenons tous les mouvements qui agissent contre la stratégie d'opposition des pauvres contre les pauvres. Nous soutenons les salariés dans toute l'Europe pour la redistribution des revenus et dans la lutte contre le chômage de masse et la précarité de l'emploi. Nous devons retrouver notre capacité à faire face au conflit social et de classe pour défendre les droits sociaux et ceux des travailleurs. Pour combattre le dumping social et fiscal, une politique fiscale européenne doit être construite à partir du principe de la progressivité de l'impôt. Notre principe est : « À travail égal, salaire égal, dans chaque pays européen ».

Le Parti de la gauche européenne propose les mesures suivantes pour faire reculer le poids et l'influence des marchés financiers :

- La dimension européenne de la crise de la dette appelle de façon urgente une approche européenne. Nous proposons que soit annulée une part de la dette souveraine afin d'aider les pays endettés à développer des politiques aptes à restructurer leur économie et à éviter la destruction du progrès social.
- Transformation des missions de la Banque centrale européenne. Celle-ci doit, par création monétaire et sur la base de critères d'efficacité sociale, accorder des crédits à taux très bas aux Etats membres pour financer le développement social. Elle doit aussi, vis-à-vis des banques, instituer la sélectivité des crédits : leurs taux doivent être d'autant plus favorables que les investissements concernés programment des créations d'emplois et, à l'inverse, d'autant plus dissuasifs s'il s'agit d'opérations financières.
- Établissement d'un mécanisme protecteur permanent de solidarité (et non pas de sanction) des pays en difficulté, à l'opposé de la « gestion de crise » ou du

« mécanisme de défaut maîtrisé ». Ce mécanisme devra aussi concerner les pays qui n'appartiennent pas à la zone euro. Il devra intervenir aux premiers stades d'une crise et non pas lorsque celle-ci aura produit ses effets désastreux.

- Taxation de toutes les transactions financières spéculatives. Les institutions de l'Union européenne et les États membres doivent avancer pour changer l'architecture du marché financier à l'échelle mondiale ;
- De nouvelles recettes publiques peuvent être générés par la taxation des revenus financiers et du grand capital, par les effets d'une réforme fiscale sous les auspices de la justice sociale qui favoriserait l'économie réelle. Les marchés intérieurs doivent être revitalisés par des politiques structurelles et l'augmentation des revenus des populations.
- Abolition des paradis fiscaux établis à l'intérieur et à l'extérieur du territoire européen, interdiction (et non pas seulement enregistrement) des fonds spéculatifs et des obligations à haut risque ;
- Création d'une agence de notation européenne publique : les pays ne peuvent plus rester les otages des agences de notation privées qui sont au service d'intérêts spéculatifs ;
- Émission d'euro-obligations pour permettre aux États membres d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables.

Pour combattre le dumping salarial et social et pour renforcer la demande intérieure, les mesures suivantes doivent être introduites et expérimentées dans tous les pays de manière coordonnée :

- Équilibre macroéconomique entre les États et marché intérieur fort ;
- Introduction dans tous les pays de l'Union européenne (par la loi ou par des conventions collectives) de règles qui fixent le salaire minimum au moins à 60 % du salaire national moyen et dans tous les cas au-dessus du seuil de pauvreté, avec une protection sociale de haute qualité pour tous ;
- Réglementation restrictive du travail en sous-traitance et limitation du nombre des contrats à durée déterminée ; nouvelles règles rendant illégal l'emploi de travailleurs étrangers à des salaires plus bas ou dans de plus mauvaises conditions de travail que celles qui existent dans le pays où ils travaillent. L'« arrêt Laval » ainsi que tout autre règle sapant le droit des salariés et des syndicats à faire grève et à travailler pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail doivent être annulés ;

- Renforcement des obligations des conventions collectives concernant les conditions de travail en exigeant aussi leur conformité dans le cas de « télétravail » ;
- Modernisation des services et infrastructures publics, avec un programme d'investissement essentiellement ciblé sur l'éducation, la santé et la protection sociale, la recherche, les transports et la technologie environnementale. Cela garantira des millions de nouveaux emplois dans l'avenir, aussi bien dans l'industrie que dans les services.

Nous voulons mener campagne pour une taxe mondiale sur les transactions financières, pour des revenus plus élevés, davantage d'emplois stables et de qualité et une durée de travail humaine, pour des retraites sûres et de meilleures infrastructures publiques. Nous le ferons avec les syndicalistes, les forums sociaux, les mouvements de femmes, de jeunesse, d'action pour l'environnement, les organisations de migrants et les collectivités locales. Nous voulons mener cette campagne dans nos pays et à l'échelle européenne. Nous pensons que cette campagne doit être considérée comme une réponse à une revendication de caractère mondial.

Sans action immédiate, aucun changement effectif ne sera apporté aux réponses à la crise. Un changement durable de politique doit aller plus loin ; il faut se mettre d'accord sur des actions politiques alternatives et sur un plan d'action européen pour combattre la pauvreté. Nous voulons mener avec les syndicats une campagne pour l'instauration d'une clause de progrès social dans le droit primaire européen. L'association cohérente entre la politique économique et monétaire et une politique sociale et environnementale est essentielle. Se battre pour une clause de progrès social dans le droit primaire européen et pour de nouvelles orientations de la politique sociale et environnementale réclame davantage qu'une démarche politique uniquement centrée sur l'Union européenne. Nous retrouvons cette exigence par exemple chez les syndicats et cela constitue donc aussi un lien avec les mouvements sociaux.

## **2.2. Plan d'action contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale**

En Europe, 80 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Environ le même nombre vit sous la menace imminente de la pauvreté. Le chômage en est la cause principale. Et de plus en plus de personnes, qui occupent des emplois précaires et mal payés, connaissent la pauvreté bien qu'elles travaillent. On est en présence d'une faillite politique globale lorsque, dans l'une des zones économiques les plus productives du monde, un enfant sur cinq est menacé de pauvreté.

La marginalisation causée par la pauvreté, les dégradations dans les domaines de l'éducation, de la santé, des conditions de vie, l'insuffisance d'accès aux services financiers, culturels et sociaux constituent des menaces grandissantes pour la cohésion de la société. La majorité de la population attend que les responsables politiques prennent des mesures efficaces contre la pauvreté et qu'ils limitent la

concentration indue des richesses dans quelques mains. L'Union européenne a déclaré 2010 « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». L'Agenda UE 2020 se réclame aussi de « la prévention de la pauvreté ». Mais la pauvreté grandissante et les inégalités sociales sont les conséquences des politiques néolibérales mises en œuvre dans l'Union européenne.

La logique des décisions stratégiques actuelles et les dispositions prises pour faire face aux conséquences de la crise économique et financière continuent, imperturbablement, d'accorder la primauté à la concurrence, à la rentabilité et à la compétitivité. De même qu'elles n'apportent pas de réponses cohérentes et intelligibles aux problèmes économiques actuels, les élites européennes ne font rien contre l'aggravation des inégalités sociales. Les conséquences de la pauvreté n'ont pas été réduites, parce qu'on ne s'attaque toujours pas aux causes de son accroissement. Obtenir la justice sociale est pour le Parti de la gauche européenne un engagement. Les richesses ne peuvent pas être plus longtemps concentrées entre quelques mains. L'Europe doit reconnaître que la propriété comprend des devoirs et doit servir au bien de la société.

Les biens communs comme l'eau, la santé, la culture, la terre, les ressources naturelles et les moyens de production ne doivent pas être privatisés mais, au contraire, doivent être considérés comme une propriété commune et être socialisés.

Le PGE considère la pauvreté comme un problème politique et social. Nous avons besoin d'un développement qui mette le peuple au premier plan. Pour cette raison, la lutte contre la pauvreté ne connaîtra de succès que lorsque cet objectif deviendra la composante clé dans tous les secteurs des politiques nationales et de l'Union européenne. L'Europe a besoin d'un large filet de sécurité garantissant des normes sociales de haut niveau. L'absence de domicile fixe et la pauvreté des enfants doivent avoir disparu d'ici à 2015. La victoire concrète contre la pauvreté est étroitement liée à la solution de tous les autres problèmes sociaux et environnementaux de notre société.

Pour atteindre ces objectifs, un plan d'action à l'échelle de toute l'Europe est une nécessité urgente. Le Parti de la gauche européenne propose les objectifs suivants, qui touchent aux principaux aspects de la bataille immédiate contre la crise :

- Un salaire minimum dans toute l'Europe établi par la loi ou par des conventions collectives fixé au moins à 60% du salaire moyen national et le renforcement des conventions collectives ;
- Un revenu minimum garanti approprié pour les chômeurs et les autres personnes qui n'ont pas de moyens de subsistance ;
- Une allocation décente pour les étudiants et les personnes en formation ;
- Une retraite décente garantie pour chacune et chacun à 60 ans ;

- Des conditions de travail normales et l'accèsion à des emplois décents ;
- La réduction du temps de travail sans baisse du revenu ;
- Des investissements plus importants pour la protection sociale, la santé, les services publics, le logement social et l'environnement ;
- Application d'un programme d'augmentation de l'efficacité énergétique dans les bâtiments privés en utilisant les technologies déjà existantes pour garantir à chacun le droit à un logement bien chauffé. Les dépenses liées au logement ne doivent pas dépasser 25% du revenu moyen du foyer.

La taxation des profits du capital et du business spéculatif, l'imposition progressive sur les revenus et un secteur public développé constituent les moyens de financement pour l'application de ce plan d'action. Il faut mettre fin à une politique européenne qui promeut le dumping fiscal pour les entreprises et exige des impôts plus élevés des salariés et des personnes socialement défavorisés. Le Parti de la gauche européenne a souligné dans sa plateforme pour les élections au Parlement européen de 2009 que le Pacte de stabilité et de croissance doit être remplacé par un nouveau Pacte de solidarité ayant pour objectif central la croissance, le plein-emploi, la justice sociale et la protection environnementale.

### **3. Pour un nouveau mode de développement**

L'idée a grandi que des politiques ambitieuses et coordonnées sont nécessaires pour faire face aux défis vitaux de l'humanité et de la planète. Mais la logique du capital constitue un obstacle majeur. La crise financière, dont la nature de crise systémique est devenue flagrante, révèle la dimension gigantesque du gâchis engendré par la logique actuelle de développement. C'est pourquoi l'ensemble des propositions que ce document expose s'inscrit dans une logique alternative, celle d'un nouveau mode démocratique de développement social, durable et humain. Ces trois dimensions sont inséparables : le social inclut bien sûr l'économique qui ne doit pas être autre chose qu'un instrument au service de la réponse aux besoins et aux aspirations de chacun et de tous. Il s'agit d'ouvrir une nouvelle ère de la civilisation humaine. Cela, dans un processus progressif fondé sur de multiples réformes systémiques transformant le quotidien, conduites sans jamais perdre de vue l'ambition et l'enjeu de vaincre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Cette action au service d'une véritable transformation civilisationnelle implique dans un même mouvement :

- Le Parti de la gauche européenne poursuit son combat pour une politique extérieure et de sécurité cohérente et pacifique en faveur d'un monde sans armes de destruction massive. Nous nous engageons dans tous les combats pour la solidarité et pour la paix notamment au Moyen-Orient, pour une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien sur la base des résolutions de l'ONU, avec la création d'un État palestinien viable ayant Jérusalem-Est pour capitale. Israël doit en finir avec l'invasion de Gaza et de

la Cisjordanie. Nous exigeons la fin de la guerre menée par l'OTAN en Afghanistan et le retrait de toutes les troupes étrangères. Nous exigeons également le retrait d'Irak des troupes restantes et autres groupes militaires et en appelons à la communauté internationale pour qu'elle assume ses responsabilités en matière de reconstruction civile de ce pays. Le droit à l'autodétermination du peuple irakien et au respect de ses choix souverains quant à la reconstruction et à l'avenir de son pays doit être totalement assuré. Il est urgent que la République arabe sahraouie démocratique soit reconnue, comme un premier pas afin d'en finir avec le blocus international imposé au peuple sahraoui. Nous condamnons la violation des droits de l'homme perpétrés par la dictature marocaine contre le peuple du Sahara occidental. Nous condamnons également la volonté de l'impérialisme de présenter les peuples de Syrie et d'Iran comme les nouveaux ennemis de l'humanité dans le but de favoriser les intérêts d'Israël dans la région. Le désarmement progressif et réciproque avec les pays tiers est essentiel. Nous voulons un dialogue et une coopération pacifique et mutuellement avantageuse avec nos voisins, la stabilité en Europe et avec la Russie. La collaboration stratégique militaire de l'Union européenne avec l'OTAN doit cesser.

- Le Parti de la gauche européenne réaffirme son exigence de dissolution de l'OTAN et lutte pour un système de sécurité collective internationale conforme à la loi internationale et aux principes d'une ONU réformée et démocratisée. Nous nous opposons fermement à tout pas de l'Union européenne en direction d'une militarisation accrue de ses relations extérieures et luttons pour que l'Europe joue un rôle pacifique dans le monde. L'Union européenne doit également respecter le droit des pays neutres de poursuivre leur politique de non-alignement. Le Parti de la gauche européenne réclame la dissolution des forces d'intervention et des groupes de combat de l'Union européenne. L'Agence de défense européenne doit être dissoute et remplacée par une Agence européenne de désarmement et de reconversion. Le Parti de la gauche européenne réclame la cessation de tout engagement militaire extérieur de l'Union européenne comme l'envoi d'experts et de conseillers militaires pour aider les pays qui ont des régimes autoritaires ou qui sont engagés dans une guerre civile comme en Somalie. Le Parti de la gauche européenne s'oppose à un Service d'action extérieure européen ayant des fonctions militaires et à l'actuelle stratégie européenne de coopération civile et militaire. Les fonds d'aide au développement et les mesures contre la pauvreté ne doivent pas être utilisés pour des objectifs militaires. Nous nous opposons fermement aux réductions des fonds structurels et des fonds de cohésion dans le but d'accroître les fonds d'une politique extérieure militaire de l'Union européenne.
- Le transfert de populations depuis la Turquie dans la partie occupée de Chypre doit immédiatement cesser car son objectif est d'achever la conquête et la turquisation de l'île. L'occupation par la Turquie de 37% du territoire de la République de Chypre doit prendre fin. Toutes les parties doivent contribuer à une solution pour une République de Chypre unie, birégionale et bicommunautaire qui soit fondée sur les résolutions de l'ONU.

- Le Parti de la gauche européenne exprime son soutien et sa solidarité les plus entiers au processus politique qui se développe en Amérique latine pour élargir la démocratie et élever la participation citoyenne. Nous accordons une grande importance à ce que se poursuivent les rencontres communes entre le Forum de Sao Paulo et le PGE afin d'échanger nos expériences pour répondre aux exigences cruciales. Nous insistons notamment sur la nécessité de lever le blocus infligé à Cuba.
- Le Parti de la gauche européenne veut que soient changés les accords Etats-Unis/Amérique latine et ceux qui concernent le sous-développement qui ont pour objet d'imposer des conditions néolibérales draconiennes au profit des multinationales, principalement celles qui ont les pires résultats en matière d'environnement ou celles qui veulent imposer des brevets dans les domaines de la santé et de la biodiversité.
- La politique européenne de développement doit obliger tous les États membres de l'Union européenne à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 en tenant l'engagement de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement. Cela implique une réorientation du mode de production et de consommation qui ne menace pas les ressources naturelles et ne considère pas l'argent comme le critère d'appréciation. Nous luttons avec cet objectif pour des accords commerciaux de l'Union européenne respectant tous les objectifs essentiels de l'Organisation internationale du travail, les droits humains et les droits du travail dans tous les pays partenaires. Ces accords ne doivent pas bénéficier aux compagnies transnationales qui cherchent avant tout à conquérir les ressources naturelles pour accroître leurs profits.
- Le Parti de la gauche européenne combat avec d'autres forces pour une révolution énergétique fondée sur les véritables ressources d'énergies renouvelables et sur les économies d'énergie. Nous ne considérons pas que la bioénergie soit une véritable source d'énergie renouvelable, notamment quand elle se substitue aux cultures vivrières. L'atténuation du changement climatique et la production d'énergie ne doivent pas demeurer plus longtemps une question de croissance des profits. Les ressources naturelles ne doivent plus être détruites par le réarmement et la guerre. Les politiques de l'Union européenne en matière de commerce international et de développement doivent donc rompre avec la logique actuelle de confiscation des terres et d'exploitation des ressources naturelles. Nous nous prononçons pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et pour le remboursement de la dette écologique des pays industrialisés aux pays en développement.
- Nous appelons à une coopération internationale pour combattre le réchauffement climatique. Pour empêcher les conséquences les plus graves du changement climatique, des mesures doivent être prises d'ici à 2020. Le PGE propose de s'efforcer d'atteindre une réduction de 40% des émissions de CO<sub>2</sub> (par rapport au niveau de 1990) dans les pays développés d'ici à 2020. En Europe, cela concerne particulièrement des secteurs comme les

innovations technologiques en matière d'énergie, l'agriculture et la sylviculture centrées sur la préservation de la biodiversité, les techniques de construction, la circulation et les critères d'investissement publics. Dans les années qui viennent et jusqu'au milieu du siècle, des investissements énormes seront nécessaires dans le secteur énergétique européen pour aller dans cette voie. Le Protocole de Kyoto ne peut pas se résumer à un système de quotas d'émission, auxquels nous sommes fermement opposés ; chaque pas en avant vers un traité international (Kyoto 2) doit conduire à un nouveau modèle fondé sur la coopération et non la compétition. Le Parti de la gauche européenne soutient totalement la déclaration de Cochabamba. Le temps est compté.

- Nous combattons pour les libertés civiques individuelles et pour les droits politiques et sociaux fondamentaux de tous les citoyens de l'Union européenne et des immigrés fondés sur la Charte des principes pour une autre Europe. Le Parti de la gauche européenne se félicite de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme et fait campagne pour un nouveau développement des droits fondamentaux en Europe fondé sur la CEDH, impliquant tous les instruments légaux aux niveaux national et européen. Nous défendons les droits de toutes les personnes discriminées pour des motifs ethniques, d'orientation sexuelle, de genre, de religion, d'idéologie, de handicap ou d'âge. Nous exigeons l'égalité femmes-hommes. Le PGE défend le respect du principe de la laïcité. Nous travaillons à des stratégies cohérentes contre le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, le fascisme, l'anticommunisme, l'homophobie et toute autre forme de discrimination. Nous travaillons à une politique conforme à la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. Les personnes qui doivent s'exiler du fait de leur activité politique, de leur religion, de leur idéologie, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre doivent pouvoir trouver accueil et sécurité en Europe. Nous exigeons que soient reconnues à bénéficier du droit d'asile les personnes persécutées pour des motifs de genre ou de nationalité, ainsi qu'une protection particulière pour les enfants réfugiés. Nous rejetons donc le système actuel de contrôle aux frontières FRONTEX. Le PGE s'oppose fermement à toute tentative visant à faire des migrants des boucs émissaires face aux problèmes sociaux. Nous luttons pour que les politiques d'immigration comportent une dimension sociale forte.
- L'accès universel à l'éducation, à la culture, aux médias et la possibilité d'utiliser ses propres formes culturelles d'expression sont essentiels pour un dialogue démocratique en Europe et dans le monde. Les échanges interculturels et la neutralité des réseaux numériques doivent être de la responsabilité publique des pays et de l'Europe. Les retards sont évidents en matière d'éducation libre, de liberté de l'information, de droit d'auteur moderne incluant les droits des utilisateurs et tenant compte des créateurs. La privatisation de l'enseignement public doit cesser. Il faut stopper toute forme de privatisation du système éducatif et faire de même avec toute tentative d'introduire les orientations du marché dans l'éducation comme le proposent le processus de Bologne ou la directive Bolkestein. C'est pourquoi nous nous

opposons au processus de Bologne. C'est maintenant que doivent être mises en place de bonnes conditions de travail pour les enseignants, les journalistes, les personnes travaillant dans les secteurs nouveaux, le cinéma, le spectacle et l'industrie numérique. L'Europe a besoin d'une politique véritablement pluraliste dans les médias, publics ou privés ; il s'agit d'une condition essentielle de la démocratie.

- Nous voulons combattre la crise financière en régulant les marchés financiers et en impulsant une orientation macroéconomique cohérente en allant vers un mode de développement social et écologique et en menant l'indispensable combat contre la pauvreté, Afin de faire grandir notre alternative politique dans la perspective d'un nouveau mode de développement et de l'inscrire dans le paysage politique, nous mettons en avant les points stratégiques essentiels suivants de nos combats politiques :
- Le développement de services publics répondant aux besoins collectifs essentiels faisant converger leurs efforts à l'échelle de l'Europe, une gestion concertée et coopérative des biens publics mondiaux, un développement de l'économie sociale et solidaire sur des bases vraiment démocratiques. Ce qui implique l'arrêt des processus de libéralisation et de privatisation des services publics et des plans d'investissement massif dans ces secteurs.
- Une politique active de créations d'emplois accompagnée de la sécurisation des parcours de formation et d'emploi tout au long de la vie garantissant le revenu.
- Une ère nouvelle de la démocratie à tous les niveaux, avec notamment des pouvoirs nouveaux pour les salariés et pour les élus des territoires de contrôle des fonds publics attribués aux grandes entreprises.

Avec ces propositions, le Parti de la gauche européenne s'adresse à la population de l'Europe ; aux hommes et aux femmes, quel que soit leur pays, quelles que soient leur conception du monde ou leur religion, qu'ils soient nés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne. L'aggravation immense des crises économique, sociale et écologique exige une action radicale immédiate. Nous voulons que l'Europe et le monde deviennent pour chacun des lieux de vie meilleurs. Mais pour que cela advienne, nous devons les protéger des menaces. Nous ne pouvons pas rendre le monde meilleur si nous ne le sauvons pas, mais nous pouvons le sauver en le rendant meilleur. Le Parti de la gauche européenne s'inscrit dans la perspective d'un monde radicalement différent, de la démocratie, de la paix et du socialisme. Le Parti de la gauche européenne est ouvert à tous ceux qui veulent soutenir cette feuille de route. Nous aspirons à: un monde de liberté, de justice et d'égalité, sans répression, sans exploitation, sans faim, sans guerre, sans besoins insatisfaits. Nous voulons faire de ce projet une réalité.